

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative  
Bât. A  
19, rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 19/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SARL SABAFER.J2S**

104 rue Thomas Edison  
Zone Industrielle de Camaras  
12400 Saint-Affrique

Références : 12-DECHETS-2026-36

Code AIOT : 0006803574

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement SARL SABAFER.J2S implanté Z.I. de Camaras 12400 Saint-Affrique. L'inspection a été annoncée le 25/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale relative à la lutte contre les sites illégaux de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E). Elle a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE » liée à l'activité de regroupement, tri et transit de D3E.

La précédente visite réalisée en août 2024 avait pour objectif le contrôle de l'activité de traitement

des véhicules hors d'usage.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL SABAFER.J2S
- Z.I. de Camaras 12400 Saint-Affrique
- Code AIOT : 0006803574
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral d'autorisation du 17 décembre 1985, la société SABAFER est autorisée à exploiter les activités des rubriques suivantes:

- 2710: collecte de déchets dangereux et non dangereux;
- 2711: installation de tri et transit de D3E;
- 2712: installation de dépollution de VHU;
- 2713: installation de tri et transit de métaux;
- 2718: installation de tri et transit de déchets dangereux;
- 2791: traitement de déchets non dangereux.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Illégaux déchets
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Obligation de remise des batteries issues des VHU et DEEE	Code de l'environnement du 18/08/2025, article 2023/154265	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet
2	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	Sans objet
3	Contrat avec	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	un éco-organisme	01/01/2021, article R. 543-200-1	
4	Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2	Sans objet
5	Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Sans objet
6	Transferts d'EEE usagés	Code de l'environnement du 19/08/2014, article R543-206-2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que la société ait déclaré une activité de regroupement, tri et transit de D3E, aucune activité de cette nature n'est actuellement exercée sur le site de SABAFER.

L'exploitant indique n'avoir jamais mis en œuvre cette activité, en raison des contraintes de stockage des D3E imposées par l'éco-organisme.

En revanche, l'exploitant produit des D3E dans le cadre du traitement des VHU, lesquels sont ensuite cédés à un autre prestataire, dont la contractualisation avec un éco-organisme n'a pas pu être confirmée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b>  L'exploitant est inscrit sur la plateforme Trackdéchets. Le registre des bordereaux de suivi dématérialisés a été consulté pour l'année 2025. Il n'appelle

pas de commentaire de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.</p> <p>Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le téléversement des données dans le registre national est automatique lorsque les bordereaux sont édités et traités sur Trackdéchets.</p> <p>Le registre a été consulté lors de la visite d'inspection. Il n'appelle pas de commentaire de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Contrat avec un éco-organisme

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Au sens du présent article, on entend par :  1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;  2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.  II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.  III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.  IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.  V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.  S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.  Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.
<b>Constats :</b>  L'exploitant est autorisé à exercer une activité de tri et de transit de déchets d'équipements électriques et électroniques (rubrique 2711-2). Toutefois, il indique ne pas recevoir ce type de déchets dans ses installations, ce qui a été confirmé lors de la visite d'inspection. La prescription n'a pas pu être vérifiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Respect des exigences de l'article 2 de l'AM relatif au traitement des DEEE
<b>Prescription contrôlée :</b>  En application de l'article R. 543-200 du code de l'environnement, les déchets d'équipements électriques et électroniques font l'objet d'une extraction de tous les fluides et du traitement suivant :  1. Au minimum les substances, préparations et composants ci-après doivent être retirés de tout déchet d'équipements électriques et électroniques :  <ul style="list-style-type: none"> <li>-condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB), conformément au décret du 2 février 1987 susvisé ;</li> <li>-composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage ;</li> <li>-piles et accumulateurs ;</li> <li>-cartes de circuits imprimés de téléphones mobiles, et de tout appareil d'une manière générale si la surface de la carte de circuit imprimé est supérieure à 10 centimètres carrés ;</li> <li>-cartouches de toner, liquide ou en pâte, ainsi que les toners de couleur ;</li> <li>-matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés ;</li> <li>-déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante ;</li> <li>-tubes cathodiques ;</li> <li>-chlorofluorocarbones (CFC), hydrochlorofluorocarbone (HCFC) ou hydrofluorocarbone (HFC), hydrocarbures (HC) ;</li> <li>-lampes à décharge ;</li> <li>-écrans à cristaux liquides (ainsi que leur boîtier le cas échéant) d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge ;</li> <li>-câbles électriques extérieurs ;</li> <li>-composants contenant des fibres céramiques réfractaires tels que décrits à l'annexe 1 de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ;</li> <li>-composants contenant des substances radioactives à l'exception des composants en quantités ne dépassant pas les seuils d'exemption fixés au tableau A de l'annexe 13-8 du code de la santé publique ;</li> <li>-condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses (hauteur &gt; 25 mm,</li> </ul>

diamètre > 25 mm ou volume proportionnellement similaire).

Les substances, préparations et composants précités doivent être éliminés ou valorisés conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

2. Les composants ci-après de déchets d'équipements électriques et électroniques doivent être traités de la manière indiquée ci-dessous :

- tubes cathodiques : la couche fluorescente doit être enlevée ;
- équipements contenant des gaz préjudiciables à la couche d'ozone ou présentant un potentiel global de réchauffement climatique supérieur à 15, présents par exemple dans les mousses et les circuits de réfrigération. Ces gaz doivent être enlevés et traités selon une méthode adaptée. Les gaz préjudiciables à la couche d'ozone doivent être traités conformément au règlement (CE) n° 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ;
- lampes à décharge : le mercure doit être enlevé.

3. Compte tenu de considérations environnementales et de l'utilité de la réutilisation et du recyclage, les points 1 et 2 sont appliqués de manière à ne pas entraver une bonne réutilisation et un bon recyclage de composants ou d'appareils entiers.

4. Les appareils domestiques contenant des fluorocarbures volatils ou des hydrocarbures volatils sont traités conformément à la norme NF EN 50574 d'avril 2013.

Les installations de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques respectent la norme générale sur les standards de traitement NF EN 50625-1 " Exigences générales du traitement " (WEEE General Treatment Requirements) du 4 juillet 2014.

5. Les piles et accumulateurs portables extraits des déchets d'équipements électriques et électroniques en application du 2 du présent article doivent être systématiquement et gratuitement mis à disposition des organismes agréés ou systèmes individuels approuvés en application des dispositions prévues à l'article R. 543-128-3 du code de l'environnement.

#### **Constats :**

Aucun traitement de D3E n'est opéré dans les installations.  
La prescription n'a pas pu être vérifiée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 :** Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I

**Thème(s) :** Illégaux, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE

#### **Prescription contrôlée :**

Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :  
-pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisateurs.

<p>-couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;</li> <li>-l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;</li> <li>-l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).</li> </ul> <p>Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ;</li> <li>-les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;</li> <li>-les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;</li> <li>-elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les seuls D3E présents dans les installations sont les batteries au plomb issues de l'activité de démontage des véhicules hors d'usage.</p> <p>Ces batteries sont stockées dans des containers étanches dans un hangar.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, trois containers sont pleins, un quatrième est en cours de remplissage.</p> <p>La présence d'un système de pesée a été constatée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Transferts d'EEE usagés

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2014, article R543-206-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Illégaux, Document justifiant du transfert d'EEE usagés vers l'étranger</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Afin de pouvoir faire la distinction entre des équipements électriques et électroniques et des déchets d'équipements électriques et électroniques, lorsqu'il déclare son intention de transférer ou qu'il transfère des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur tient à disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 et chargés du contrôle des dispositions de la présente sous-section les documents suivants à l'appui de cette déclaration :</p> <p>1° Une copie de la facture et du contrat relatif à la vente ou au transfert de propriété de l'équipement électrique et électronique, indiquant que celui-ci est destiné à être réemployé directement et qu'il est totalement fonctionnel ;</p> <p>2° Une preuve d'évaluation ou d'essais, sous la forme d'une copie des certificats d'essais ou autres preuves du bon fonctionnement, pour chaque article du lot, et un protocole comprenant toutes les informations consignées conformément au II du présent article ;</p> <p>3° Une déclaration du détenteur qui organise le transport des équipements électriques et électroniques, indiquant que le lot ne contient aucun matériel ou équipement constituant un déchet au sens de l'article L. 541-1-1.</p>

En outre, il assure une protection appropriée contre les dommages pouvant survenir lors du transport, du chargement et du déchargement, en particulier au moyen d'un emballage suffisant et d'un empilement approprié du chargement.

II. - Afin de démontrer que les objets transférés sont des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur effectue des tests afin de s'assurer du bon fonctionnement de chacun d'entre eux et évalue la présence de substances dangereuses. Il consigne le résultat de ces tests et évaluations et établit un procès-verbal d'essai par équipements électriques et électroniques comportant les informations suivantes :

1° Le nom de l'article (nom de l'équipement, s'il est énuméré à l'annexe II ou IV de la directive 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques, selon le cas, et catégorie visée à l'annexe I ou III de la même directive, selon le cas) ;

2° Le numéro d'identification de l'équipement (numéro de type), le cas échéant ;

3° L'année de production si elle est connue ;

4° Le nom et l'adresse de l'entreprise chargée d'attester le bon fonctionnement ;

5° La date et les résultats des essais ;

6° Le type d'essais réalisés.

Avant tout transfert transfrontière, ce procès-verbal d'essai est fixé solidement, mais de manière non permanente, soit sur l'équipement électrique et électronique lui-même s'il n'est pas emballé, soit sur son emballage, de façon à pouvoir être lu sans déballer l'équipement.

III. - Chaque chargement d'équipements électriques et électroniques usagés transféré doit être accompagné :

1° D'un document de transport pertinent, comme une lettre de voiture internationale, dite CMR, prévue par la convention relative au contrat de transport international de marchandises par route ;

2° D'une déclaration de la personne habilitée sur sa responsabilité.

#### **Constats :**

L'exploitant ne procède à aucun transfert de D3E vers l'étranger.  
La prescription n'a pas pu être contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 :** Obligation de remise des batteries issues des VHU et DEEE

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 18/08/2025, article 2023/154265

**Thème(s) :** Illégaux, devenir des batteries extraites des EEE

**Prescription contrôlée :**

<p>Les exploitants d'installations de traitement relevant de la directive 2000/53/CE (VHU) ou de la directive 2012/19/UE(DEEE) remettent les déchets de batteries résultant du traitement des véhicules hors d'usage ou des déchets d'équipements électriques et électroniques aux producteurs des catégories de batteries concernées ou, aux éco-organismes ou aux opérateurs de gestion des déchets sélectionnés par ces éco-organismes dans le cadre de procédure d'appel d'offre 2. Les exploitants d'installations de traitement visés au paragraphe 1 conservent des registres de ces transactions de cette Remise.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas conclu de contrat avec l'un des deux éco-organismes de la filière à responsabilité élargie des producteurs (filiale REP) pour les batteries au plomb issues du démontage des VHU.</p> <p>Les bordereaux de suivi des déchets indiquent que ces batteries sont cédées à la société BRIANE Jean.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que cette société dispose elle-même d'un contrat avec un éco-organisme.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmet à l'inspection un document justifiant que le prestataire à qui il remet les batteries a contractualisé avec un éco-organisme de la filière REP batteries.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>